

Interview avec Prof. Boubacar Barry, Université Cheikh Anta Diop, Dakar *Mobilité des nomades et des sédentaires dans l'espace CEDEAO*

Laurence Marfaing

.....

Résumé : Cet entretien avec Boubacar Barry, historien et professeur d'histoire à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, est en quelque sorte le prolongement d'un échange qui a eu lieu lors d'un colloque sur la mobilité dans l'espace Sahara-Sahel qui s'est tenu en 2011 à Bamako. Depuis ses premières publications dans les années 1970, Boubacar Barry défend l'idée d'une grande Sénégalie des peuples et n'a cessé de travailler sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest pendant toute sa carrière de chercheur. Son savoir et ses convictions, qui ont inspiré tout le colloque et surtout le panel sur l'intégration régionale dont il fut le président, se retrouvent dans l'interview que Laurence Marfaing a réalisée avec lui quelques mois plus tard et que nous publions ici.

Introduction

Lors du workshop organisé à Bamako, sur les nomades et les migrants dans l'espace Sahara-Sahel¹, nous avons deux objectifs bien précis :

- D'une part, celui de savoir si on pouvait remettre en question les concepts de sédentarité et de nomadisme, puisqu'on se rend compte qu'avec les changements actuels, lesdits sédentaires sont autant en mouvement que lesdits nomades et, en ce qui concerne les nomades, que ceux-ci ont tendance à se sédentariser dans les villes.
- D'autre part, de voir si les politiques de la CEDEAO² et de l'UEMOA³—des politiques d'intégration régionale—étaient en adéquation avec les mobilités des populations locales ou pas ? Quels étaient les phénomènes qui étaient favorisés par la CEDEAO ? Et, au contraire, quels étaient les effets néfastes qu'elle impliquait ?



Laurence Marfaing

Dans ma première question, j'aimerais bien revenir sur les habitudes de mobilité des populations. À ton avis, la CEDEAO, qui prône la mobilité des populations comme condition essentielle au développement local de l'Afrique de l'Ouest a-t-elle les moyens de sa politique ?

Boubacar Barry

Avant de répondre à la question, je pense qu'il faut replacer cette question dans le contexte de ce workshop qui porte sur la mobilité des nomades et des sédentaires dans l'espace sahélo-sahélien.

À mon avis, c'est une problématique novatrice qui a eu pour corollaire une série de réponses à ce questionnement par des chercheurs expérimentés qui ont tous fait le terrain. Ce qui fait l'intérêt de ce workshop, c'est effectivement les résultats qui ont été apportés par des chercheurs de terrain qui ont parcouru l'espace sahélo-sahélien et qui ont suivi les migrants [ou les migrations] dans leurs parcours depuis le lieu de départ jusqu'au lieu d'arrivée, et y compris le retour au lieu de départ. Deuxièmement, c'était la diversité des participants qui venaient de partout, qui venaient d'Europe, et de différentes régions de l'Afrique de l'Ouest. Cela a donné des résultats extraordinaires. J'ai écouté avec beaucoup de plaisir l'ensemble des communications.

Mais le problème fondamental qui se pose, c'est à mon avis l'adéquation entre l'observation faite sur le terrain de ces mouvements par les différents chercheurs et, disons, les politiques menées à la fois par les États et par les organisations sous-régionales comme la CEDEAO. On ne peut pas dissocier effectivement ces deux protagonistes que sont les États qui réglementent une partie de cet espace et la CEDEAO qui réglemente l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Mais, au-delà de cette dualité entre État-nations, dont l'espace territorial a été délimité par la colonisation à la fin du dix-neuvième siècle, et la CEDEAO, qui est une tentative d'ignorer effectivement ces frontières nationales, il y a un autre protagoniste qui est souvent oublié par les deux premiers, ce sont les peuples de l'Afrique de l'Ouest qui vivent dans cet espace depuis des millénaires et ont leur tradition de nomadisme et de sédentarisation, mais aussi ont leur tradition de migration à travers cet espace depuis des siècles.

Disons que les deux premiers, à savoir les quinze États actuels—seize si on ajoute la Mauritanie—et la CEDEAO sont des entités créées par la colonisation souvent en contradiction avec l'histoire du peuplement de l'Afrique de l'Ouest. En effet, ces populations ont vécu depuis des millénaires dans cet espace et ont construit d'autres espaces politiques plus

grands tels que le Mali, le Ghana, ou le Songhaï. Cet espace a connu par ailleurs pendant plusieurs siècles au cours de la traite négrière une très grande fragmentation politique du fait de la violence et de l'insécurité créées par la chasse aux esclaves.

Donc, à mon avis, l'intérêt de ce séminaire était de mettre le doigt sur cet antagonisme entre trois acteurs : les États-nations, les organisations sous régionales telles que la CEDEAO ou l'UEMOA et, d'autre part, les populations elles-mêmes, qui ont un cadre de vie qui dépasse les frontières actuelles des États et même celles des organisations régionales comme la CEDEAO.

Poser la question de savoir quelle est l'efficacité de la CEDEAO à mettre en pratique sa règle d'or, d'une grande générosité, celle de la libre circulation des hommes et des biens dans l'espace ouest africain revient, à mon avis, à voir quelles sont les relations que chacun des États entretient avec la CEDEAO, et comment chacun des États essaie de mettre en pratique effectivement ce vœu pieux de la CEDEAO.

L'intérêt des communications a été de montrer que sur toute la trajectoire de ces migrants, il y a des obstacles qui sont liés plutôt à l'incapacité des États à mettre en pratique cette loi fondamentale, cette loi généreuse de la libre circulation des hommes et des biens proclamée par la CEDEAO, en mettant des barrières à la fois aux frontières, mais aussi à l'intérieur des États pour empêcher, ou en tout cas limiter, ce mouvement des hommes et des biens dans cet espace. C'est ce que je peux dire [pour l'instant] par rapport au problème lui-même.

Maintenant, on peut voir dans la pratique quelles sont les causes de ce blocage sur le plan historique et géographique dans cet espace qui est le théâtre de multiples dynamiques de mouvements internes qui reflètent avant tout l'unité culturelle mais aussi la diversité des populations qui ont appris à cohabiter depuis des millénaires. On trouve des Mandingues, des Peuls et des Haussas un peu partout dans cet espace ouest africain. En plus de nombreuses populations, comme les Ibo, les Yorouba, les Sarakollé, les Akans, les Wolofs, les Joola etc., qui ont fondé des royaumes à cheval aujourd'hui sur plusieurs frontières et ont ainsi contribué au brassage des populations sur la longue durée.

Ensuite, il y a une situation géographique bien déterminée qui est la complémentarité des zones écologiques en Afrique de l'Ouest. Il est certain que du Nord vers le Sud, on a des bandes horizontales—le Sahara, le Sahel, la savane et la forêt—qui ne se recoupent pas et qui constituent l'ossature dans laquelle ces populations ont mené leur existence en prenant en compte les contraintes de chaque zone écologique, mais en prenant aussi en compte surtout les complémentarités de ces différentes zones écologiques pour se mouvoir du Nord vers le Sud, du Sud vers le Nord,

ou de l'Est vers l'Ouest selon les contingences à la fois politiques, économiques et climatiques.

Laurence Marfaing

Justement, cette mobilité dans l'espace sous-régional dont nous parlons est due non pas au fait que les gens aiment bouger, mais au fait qu'il y a la nécessité de bouger. En bougeant, les hommes ont la possibilité, pendant toutes les périodes de l'année, de se procurer les ressources nécessaires à leur vie ou à leur survie.

Mais en ce qui concerne l'intégration régionale, tu as dit que les chercheurs avaient suivi les migrants dans les lieux d'origine et les lieux de départ. Mais surtout, ce qui est aussi novateur par rapport aux méthodes de recherche de ces chercheurs, c'est qu'ils les ont suivis pendant leur périple. En les suivant, ils se sont rendu compte des tracasseries aux frontières. (On sait très bien qu'il y a des contrôles douaniers ou policiers à des endroits où ils ne devraient pas être.) On a donc eu la confirmation qu'en fait, cette mobilité coûtait très cher aux gens qui la pratiquaient. La question qui se pose, c'est pourquoi ces gens qui bougent—comme tu l'as dit—depuis des millénaires pour assurer leur survie, pourquoi ne se mettent-ils pas ensemble pour défendre aussi leurs intérêts ?

Est-ce qu'il y a une société civile en Afrique de l'Ouest ? Si elle existe, comment peut-on la définir ? Et dans quelle mesure cette société civile joue-t-elle un rôle dans le processus d'intégration régionale ?

Boubacar Barry

En fait, il ne faut pas se focaliser sur la société civile. Il faut se focaliser sur le contexte actuel. Nous avons, dans l'espace ouest africain aujourd'hui, quinze États—seize États si on ajoute la Mauritanie—qui revendiquent le contour d'un espace territorial et qui revendiquent en même temps l'exclusivité d'un pouvoir économique, politique et culturel.

De l'autre côté, vous avez une tentative de mise en place d'une organisation supranationale qui est la CEDEAO ou l'UMEOA, et qui aurait pour vocation de mettre en commun les ressources de ces États pour le bien-être des populations. Malheureusement, cela ne fonctionne pas parce que l'objectif est lui-même cloué au pilori par le besoin de souveraineté nationale qu'exprime chacun de ces États. Tant qu'on ne va pas sortir de la logique de l'État-nation, conçue sur la base de l'héritage colonial, l'Afrique de l'Ouest ne sera pas un espace de liberté, un espace de libre circulation à la fois des hommes et des biens, parce que chacun de ces États a des intérêts d'abord contraires à l'intérêt général et, ensuite, il y a dans chacun de ces

États des élites qui contrôlent cet espace à leur profit et qui veulent perpétuer ce contrôle. Maintenant, les populations ont le choix soit de rester dans cet espace préétabli depuis une cinquantaine d'années avec les États-nations, un siècle avec la colonisation, dans cet espace tant qu'elles ont des profits. Mais dès qu'elles n'ont pas de profit, elles choisissent de partir et de traverser les frontières. Donc, cette migration est continue, elle est liée à la fois aux phénomènes politiques, aux phénomènes économiques et, disons, à la paix sociale dont les populations ont besoin avant tout. Ce qu'on peut constater, c'est que ces populations font fi de ces frontières nationales, malgré les contrôles, et en sont capables parce qu'effectivement l'espace est commun à la majorité de la population, et qu'elles sont en mesure d'échapper au contrôle des États. Toute la stratégie de la migration en Afrique de l'Ouest est une stratégie de contournement de l'État-nation, qui ne joue pas le jeu des règles qui ont été édictées par ces États au sein de l'organisation à laquelle ils adhèrent.

Donc, il y a une contradiction, un déphasage. Heureusement que les populations, malgré tous les obstacles, arrivent à passer entre les filets et n'ont pas besoin d'une société civile pour cela. Cette notion de société civile est vague dans le cadre actuel. Ce qu'on peut dire, c'est qu'il y a des solidarités 'nationales', ou plutôt il y a des solidarités entre les membres des différentes composantes de la population de l'Afrique de l'Ouest qui font qu'un migrant qui quitte le Niger et qui va jusqu'au Congo, tel que cela a été précisé dans une des communications, est en mesure de trouver des réseaux de gens appartenant à sa propre ethnie dans tous les États que la personne a traversés jusqu'au Congo. Par conséquent, pour faire face à tous les obstacles, et pour subvenir à ses besoins, quitte à passer des mois et des mois à faire la traversée pour atteindre son objectif. Donc, cette solidarité-là—comment dirais-je—elle est le fait de l'histoire. C'est l'éparpillement dans cet espace de toutes ces populations, quelle que soit leur origine, qui joue ce rôle de société civile dont vous parlez, à savoir un espace d'accueil, un espace d'hospitalité, avec des règles bien précises de réciprocité pour le prochain migrant à qui tu dois rendre la monnaie de ce qu'on t'a donné.

Laurence Marfaing

Selon la littérature, l'intégration régionale a souvent affecté le développement en Afrique de l'Ouest, mais tu dis que ce sont plutôt les États qui affectent le développement. Donc, la CEDEAO en tant que telle ne fonctionne pas, n'a pas les moyens de sa politique, puisque les États qui ont prôné cette politique ne sont pas en mesure de la mener ou de la faire respecter. Est-ce qu'en Afrique de l'Ouest, on a donc besoin d'un deuxième

organisme qui est l'UEMOA ? Quelle est l'adéquation entre la CEDEAO et l'UEMOA et en quoi est-il nécessaire d'avoir un second organisme qui doit gérer cette intégration régionale mais qui, *de facto*, n'existe non pas par la politique, mais par les populations uniquement ?

Boubacar Barry

C'est un fait, les États-nations, malgré leur proclamation, ne font rien pour assurer les conditions d'une véritable intégration économique, politique et sociale en Afrique de l'Ouest. Plutôt, ils mettent des barrières pour des intérêts strictement nationaux qui ne satisfont ni les citoyens de leur propre pays, ni l'ensemble de la sous-région. Donc, pour moi, il faut nécessairement transformer ces États-nations pour que leur première vocation soit celle de s'intégrer, c'est-à-dire d'abandonner une partie de leur souveraineté au profit d'un espace territorial qui est l'Afrique de l'Ouest, qui prendrait en charge effectivement les grands projets de développement, que ce soit le développement minier, le développement industriel, que ce soient les infrastructures, que ce soit la mise en commun de leurs économies pour avoir une économie d'échelle. Mais ce n'est pas fait parce que la CEDEAO jusqu'à présent est une addition d'États-nations. Chaque État-nation vient avec son drapeau, vient avec sa souveraineté pour imposer à l'organisme régional telle ou telle personne pour occuper tel ou tel poste, un point, un trait, mais pas pour l'intérêt commun.

C'est pour cela que j'ai dit que ces deux protagonistes, l'État-nation et les organisations régionales, ont en face d'eux les populations qui vivent une autre vie en fonction de leur propre dynamique, même si elles rencontrent des difficultés, et qui naviguent dans cet espace-là au gré du hasard, mais aussi au gré des besoins et avec beaucoup d'intelligence pour contourner la politique des États. Cela, malgré l'évidence qu'il y a certaines régions frontalières où il y a des points de contact qui n'ont rien à voir avec la vie économique et politique dans les capitales de chacun de ces États, qui sont souvent sur la côte. Il y a ainsi des zones de non contrôle, de *no man's land* de tous ces États-là aux frontières où il y a une autre vie qui se passe, mais qui n'a rien à voir avec la vie officielle qu'on voit à la télévision qui ne couvre souvent pas l'ensemble du territoire. Voilà. Donc, je pense que si on ne transforme pas l'État-nation tel qu'il est aujourd'hui, dans sa configuration actuelle, on n'arrivera pas à une véritable intégration régionale.

Mais le plus important, c'est que cette dualité entre l'UEMOA et la CEDEAO ne s'explique pas si ce n'est qu'elle est la résultante encore du partage colonial qui a fait que les États de l'UEMOA sont tous des États issus de la France coloniale, des anciennes colonies françaises qui ont

adopté le CFA comme monnaie commune en dehors de la Guinée Bissau qui vient d'y adhérer. Il est certain que ce bloc UEMOA fait double emploi avec la CEDEAO, même si certains disent que l'UEMOA est en avance sur la CEDEAO. À mon avis, l'existence de ces deux organisations a fait que les deux se neutralisent, et on n'arrive pas à penser l'espace ouest africain de façon globale, parce qu'il ne sert à rien au Sénégal d'être dans la même zone CFA que le Bénin, alors que le Bénin dépend étroitement du Nigéria voisin qui a une monnaie différente qui est le Naira. Donc, tant que cette dualité va rester, à mon avis, la politique d'intégration de l'Afrique de l'Ouest ne va pas avancer.

Laurence Marfaing

Est-ce que tu penses que les citoyens des États ouest africains comprennent et s'intéressent aux organismes tels la CEDEAO et l'UEMOA ?

Boubacar Barry

C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Il est certain que, même s'il y a eu des conflits ces derniers temps au Libéria, en Sierra-Léone, en Guinée ou en Côte d'Ivoire, surtout pour le cas du Libéria ou de la Sierra Léone, ou même de la Guinée Bissau, la CEDEAO a été vraiment présente, ce qui a fait que depuis un certain temps, les problèmes de sécurité sont devenus prédominants. Au sein de la CEDEAO, on a créé l'ECOMOG. Donc, sur ce point, il y a eu une avancée.

Mais, en même temps, on oublie que c'est la crise des États-nations dans tous ces pays qui fait que les organismes régionaux tels que la CEDEAO et l'UEMOA sont détournés de leur fonction essentielle qui est celle du développement économique et social. Ainsi les problèmes sécuritaires ont pris le pas sur les politiques de développement. L'un dans l'autre, il y a, à mon avis, une sorte de piétinement de l'intégration régionale. Là, depuis un certain moment, nous avons des difficultés à renouveler même le président ou les commissaires, que ce soit au niveau de la CEDEAO ou au niveau de l'UEMOA. Les États, depuis pratiquement un an, n'arrivent pas à trouver un nouveau président pour remplacer le président ghanéen qui est parti. C'est un intérimaire qui assure encore la présidence de la CEDEAO. On a vu tout dernièrement le Sénégal rappeler son commissaire au profit d'un autre et le commissaire a porté plainte devant la Cour de l'UEMOA contre son chef d'État pour abus pour l'avoir remplacé comme cela. Donc, tant qu'on ne sera pas en mesure d'élire ces commissaires par les populations directement, je pense que nous serons à la merci de la volonté des États qui sont enclins à imposer leur souveraineté à tout moment.

Laurence Marfaing

Est-ce que tu penses que l'échec de la CEDEAO est aussi dû au fait qu'en Afrique de l'Ouest, comme tu le dis, chaque État travaille pour lui, mais aussi parce qu'il manque peut-être un État-phare qui serait en mesure de coordonner le tout comme le Brésil en Amérique latine? Mais d'abord, est-ce qu'on peut parler d'échec de la CEDEAO quelque part ?

Boubacar Barry

Non, on ne peut pas parler d'échec comme cela. Disons que c'est une initiative qui dure depuis 1975. On peut regretter qu'elle n'ait pas fait davantage, mais on sait aussi que la CEDEAO est en avance sur certains organismes régionaux tels que la CEMAC en Afrique Centrale, où jusqu'à présent pour aller du Gabon au Cameroun il faut un visa, où il n'y a même pas de liaison aérienne, de liaison routière entre les États, y compris entre le Gabon et le Congo Brazzaville. Disons que la CEDEAO a réussi quand même à assurer d'une façon très fluide la libre circulation des hommes et des biens dans l'espace ouest africain.

Laurence Marfaing

Mais cette libre circulation existait déjà.

Boubacar Barry

Elle existait, c'est-à-dire que néanmoins, on l'a formalisée. Tu n'as pas besoin de visa, lorsque tu voyages officiellement, avec ta carte d'identité, tu peux voyager dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. C'est quelque chose quand même de très positif. On se demande d'ailleurs comment, par quel miracle, cette décision a été prise et a été implémentée.

Ensuite, cette solidarité de la CEDEAO s'est manifestée chaque fois qu'il y a eu des troubles dans l'un des pays. Mais, le problème fondamental, c'est moins le *leadership* qu'une volonté politique de s'intégrer en abandonnant une partie de sa souveraineté. Cette région a bien besoin d'un *leadership*. Moi, lorsque j'observe l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, je dis que tous les États ont un potentiel de *leadership*, c'est-à-dire la volonté interne d'abandonner volontairement une partie de la souveraineté nationale pour concevoir le développement régional en fonction, d'abord de ses voisins immédiats, mais aussi en fonction de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Même un État comme la Gambie peut jouer ce rôle aujourd'hui en construisant un pont sur la Gambie—et en aménageant la navigation

fluviale du fait que les bateaux de haute mer peuvent remonter la Gambie jusque sur 300 à 400 km à l'intérieur des terres et faire à l'intérieur des terres un port maritime et fluvial qui permette d'avancer à l'intérieur du pays. Mais, les autres pays tels que le Nigéria auraient pu jouer un rôle de *leadership* non seulement en Afrique de l'Ouest, mais aussi en Afrique Centrale puisque le Nigéria est à cheval entre les deux. Il a une puissance économique, une puissance démographique, il a un espace territorial et, par conséquent, le Nigéria aurait pu jouer ce rôle de *leadership*. Mais le Nigéria est aussi pris dans le piège de la construction de l'État-nation ; cette fédération unitaire a du mal à contenir les dissensions internes qui traversent le pays depuis les indépendances. La Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Sénégal, tous ces États auraient pu jouer le rôle de *leadership*..., y compris les États qu'on appelle « intérieurs » aujourd'hui, tels que le Mali, le Burkina Faso et le Niger. En effet ces trois États, en se mettant ensemble aujourd'hui, sont en mesure de créer un espace d'un poids extraordinaire pour bousculer les États côtiers qui ont eu le monopole de la mise en valeur coloniale. Ces États côtiers extravertis empêchent les États enclavés de l'intérieur de développer toutes leurs potentialités dans le cadre d'un marché interne à l'Afrique de l'Ouest.

En résumé, chacun des États a des potentiels de *leadership* à condition qu'il y ait dès le départ une conscience et une volonté manifestes que la construction nationale ne peut pas se faire sans la construction régionale en raison des handicaps structurels hérités de la colonisation.

Il faut concilier les deux ou en tout cas redonner à cette dynamique son réel poids dans la mise en valeur de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Tout cela résoudrait à mon avis tous les problèmes qui ont été posés lors de ce symposium, à savoir les problèmes de citoyenneté, les problèmes de résidence, de travail et de marché. En effet, les États actuels, dans un espace beaucoup plus large, donneraient aux populations la possibilité de s'établir là où elles veulent, au moment où elles le veulent, en leur garantissant à la fois les droits de résidence et les droits de citoyenneté. Cela éviterait, à mon avis, que des Guinéens de l'extérieur vivant au Sénégal votent aujourd'hui pour un Président de la République en Guinée alors qu'ils vivent au Sénégal depuis un demi-siècle. Sans aucun doute la crise ivoirienne a été aggravée par cette notion ambiguë d'ivoirité qui prône l'exclusion des populations dites étrangères à la Côte d'Ivoire en dépit de leur installation dans ce pays sur la longue durée.

Laurence Marfaing

C'est un paradoxe !

Boubacar Barry

...Et qui, en dépit de tout bon sens, a privé souvent même des Ivoiriens de souche de leur propre citoyenneté. La rébellion ivoirienne, ce n'est pas les étrangers qui ont rejoint l'armée du Nord mais ce sont des Ivoiriens qui se sentaient privés de leurs nationalités du fait de la connaissance de leurs noms de famille qu'ils partagent avec les populations des États voisins à la Côte d'Ivoire.

Laurence Marfaing

Encore deux questions: Dans quelle mesure la CEDEAO est-elle un interlocuteur fiable ou un interlocuteur important dans les négociations internationales ? Et la seconde question : Par rapport à la politique de développement de la Chine, cette politique de *win-win*, est-ce que tu penses que les politiques inter-états entre les États ouest africains et la Chine compliquent encore cette idée d'intégration régionale prônée par la CEDEAO ?⁴

Boubacar Barry

Je pense que la question est mal posée. Le problème est que la CEDEAO telle qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire l'addition des quinze États, n'est pas malheureusement en mesure d'avoir une politique autonome pour faire face à des intérêts qui viendraient de l'Occident, de la Chine, peu importe, ou des États-Unis ou du Brésil. Donc, tant que la CEDEAO sera constituée d'une addition de ces États, elle sera faible, et tant qu'elle n'aura pas constitué elle-même dans cet espace une fédération des États, capable de prendre une décision pour l'ensemble de cet espace, les négociations seront toujours en sa défaveur. C'est cela, que ce soit la Chine ou non, peu importe. Je pense que les Chinois ne seront pas plus angéliques que les européens. Les Chinois défendent leurs intérêts, tout comme l'occident a toujours défendu ses intérêts. Il appartient à l'Afrique de l'Ouest de défendre ses intérêts, et au-delà de s'organiser en sorte qu'ils commencent d'abord à mettre ensemble les ressources dont l'Afrique de l'Ouest dispose pour développer une industrie et une agriculture performante dans tous les domaines. Par exemple, la production du coton qui concerne pratiquement la plupart des États soudano-sahéliens, n'a pas bénéficié d'une industrie textile susceptible de valoriser ce produit en Afrique de l'Ouest. Il faut regarder le triangle Korhogo, Bobo Dioulasso et Sikasso, une zone cotonnière et chacun des États a une politique industrielle différente qui fait l'affaire des importations de tissus en provenance de l'extérieur, au dé-

triment des productions locales. Le secteur minier est encore plus parlant. Aujourd'hui, il n'y a aucune industrie de transformation des minerais de fer, de bauxite ou d'uranium dans cet espace. Ainsi, on continue à exporter des matières premières pour acheter des objets manufacturés dans des usines en dehors de l'Afrique avec la plus-value que cela comporte. C'est la même chose pour le café, le cacao que le Ghana et la Côte d'Ivoire exportent à l'état brut en grande quantité. À quoi cela sert-il d'être le premier producteur de cacao si le chocolat est produit en Suisse ?

Laurence Marfaing

À ton avis, est-ce que les chercheurs et les intellectuels qui travaillent sur cette mobilité et qui ont reconnu son importance ont un rôle à jouer pour mieux l'analyser, et ont un rôle à jouer pour qu'elle soit prise en considération et intégrée dans ces politiques d'intégration régionale ? Ou bien, est-ce que là, on est complètement en dehors ..., on représente des intérêts qui ne sont pas les intérêts des États ou les intérêts de l'intégration régionale ?

Boubacar Barry

Non. Le problème est de poursuivre le travail de recherche car la plupart des chercheurs qui étaient présents à Bamako ont montré que le travail sur le terrain nous apprend beaucoup de choses sur les mécanismes, sur les causes, mais aussi sur les processus de cette migration pour permettre aux politiques de prendre les bonnes décisions pour rentabiliser cette mobilité qui est plus que nécessaire.

Donc, le problème majeur, ce ne sont pas les chercheurs, ce sont les politiques. Quand est-ce que les politiques vont accepter de financer cette recherche, parce qu'elle coûte cher ? Et quand est-ce que les hommes politiques vont prendre en compte les conclusions de la recherche pour rectifier leurs politiques à la fois nationale et régionale ? Le problème est là.

Je pense que l'objectif de notre projet MOST⁵, qui a été initié par l'UNESCO en 2005 jusqu'en 2008, a été de voir quels étaient les rapports entre la constitution des États-nations dans chacun des États et le processus d'intégration régionale. On est arrivé à la conclusion que les États-nations n'étaient pas faits pour la construction régionale, que toutes les politiques allaient à l'encontre effectivement de cette construction régionale. Comment renverser la situation ? C'est l'objet de l'IAO, de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest, qui est créé à Praia et qui attend de fonctionner pour mettre sur le terrain des chercheurs qui auront pour vocation d'observer ce processus d'intégration régionale, de mettre en évidence les avancées,

mais aussi les reculs ou tout simplement les obstacles à cette intégration régionale, pour permettre aux politiques de prendre les bonnes décisions politiques dans l'intérêt des populations qui sont laissées en rade dans ce processus d'intégration régionale.

Laurence Marfaing

Merci Boubacar Barry. On est à Dakar, le 06 novembre 2011.

LAURENCE MARFAING, Historienne et chercheur au German Institute of Global and Area studies à Hambourg en Allemagne.

NOTES

1. Le workshop organisé par Elisabeth Boesen et Laurence Marfaing à Bamako au Mali du 26 au 29 Janvier 2010: Nomades et migrants dans l'espace Sahara-Sahel: Mobilité, ressources et développement, nous avons organisé un panel « Intégration régionale – structures et institutions économiques et politiques ». Financé par le Programme Point Sud de la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG), http://www.pointsud.org/index.php?option=com_content&view=article&id=57%3Aprogramme-2010-2011&catid=36%3Aconferences-passees&Itemid=77&lang=fr, à partir des présentations duquel deux publications sont prévues, un special issue au *Canadian Journal of African Studies* et une publication collective à Karthala, Paris.
2. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
3. L'Union économique et monétaire Ouest Africaine.
4. À partir de janvier 2014 la CEDEAO a adopté un tarif commun aux importations.
5. Program on Management of Social Transformations (MOST). <http://www.unesco.org/new/en/social-and-human-sciences/themes/most-programme/forums/forums-of-ministers/west-africa/>